**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS:**  Côte d'Ivoire

**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL :** SEMESTRIEL

**ANNEE DE RAPPORT:**  janvier-juin 2021

|  |
| --- |
| **Titre du projet:**   Appui à la consolidation du désarmement communautaire, de la réintégration des ex-combattants et de la RSS en Côte d’Ivoire  **Numéro Projet / MPTF Gateway:** 00108201  00108201    |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):** [ ]  Fonds fiduciaire pays[ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire:**       | **Type et nom d'agence récipiendaire:** **RUNO** PNUD**(Agence coordinatrice)**                         |
| **Date du premier transfert de fonds:**   '15/12/2017   **Date de fin de projet:**  43 mois (date de fin:2021-06-30)  **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre? 43 mois (date de fin:2021-06-30)** |
| **Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**[ ]  Initiative de promotion du genre[ ]  Initiative de promotion de la jeunesse[ ]  Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[ ]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):** **Agence récipiendaire Budget**  PNUD  $  2650000     $        $        $     Total: $  2650000  Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet:  99,58 % \*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\***Budgetisation sensible au genre:**Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes:  1 060 000,00 Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu'à maintenant pour les activités dédiées à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes:  597475.58   |
| **Marquer de genre du projet:**  La stratégie genre du projet consistera à évaluer l’impact sur les femmes et sur les hommes des activités du projet destinées à répondre à leurs besoins en matière de sécurité et de Droits Humains. Elle cherchera également à promouvoir l’implication et l **Marquer de risque du projet:**  2 **Domaine de priorité de l'intervention PBF (« PBF focus area »):**  1.1  |
| **Préparation du rapport:**Rapport préparé par:  Arsène ASSANE Rapport approuvé par:  Giscard KOUASSI Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: Oui |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères):

*Le projet est dans sa phase de clôture avec l'achèvement de certaines activités planifiées dans le cadre de la dernière extension avec coûts notamment les dialogues intercommunautaires et les activités civilo-militaires. Egalement, l'évaluation finale du projet conduite par un consultant international appuyé d'un consultant national vient de démarrer, ainsi que la production d'un film institutionnel mettant en évidence les acquis du projet.*

Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):

*ce semestre marque la fin du projet. Toutes les activités prévues sont achevées.*

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n'est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l'objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères):

*A la suite des affrontements intercommunautaires occasionnées par le mot d'ordre lancé par l'opposition lors de l'élection présidentielle dans plusieurs localités du pays, la cohésion sociale et la sécurité ont été mises à mal. Le projet a apporté une contribution dans la mise en place de cadres d'échanges dans les localités de Toumodi et Ayaou Sran ayant connu des violences occasionnant des pertes en vies humaines. Les populations de ces localités se sont rencontrés et échangés sur leurs différents. Les dialogues intercommunautaires représentent une véritable opportunité pour les communautés de bâtir une paix durable.*

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (limite de 2000 caractères):

*La réalisation de projets à impact rapide résulte de l'organisation de dialogues intercommunautaires où les populations dans toutes leurs composantes échangent pour le règlement d'un conflit. A cet effet, des projets ont été réalisés dans les domaines de l'hydraulique, de constructions ou de réhabilitation d'infrastructures, d'acquisitions d'équipements. Ce sont des projets qui contribuent au renforcement de la cohésion sociale au niveau local. C'est le cas de Boundiali où la construction d'un forage d'eau a permis de réduire les conflits entre les femmes autour des points d'eau. Ce renforcement de la cohésion sociale est soutenu par les propos du chef de village de Boundiali en ces termes : « depuis la mise en marche du château d’eau, les palabres entre les femmes ont diminué et depuis lors je dors tranquille car je règle maintenant moins de conflits ».*

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

* *“On track” – il s'agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1:** Les institutions nationales en charge du Post DDR, du désarmement communautaire et de la RSS mettent en œuvre des actions conjointes pour une gouvernance plus cohérente et efficiente garantissant la sécurité des populations avec une participation renforcée des organisations de la société civile

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:on track

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

 Au cours de ce semestre, en collaboration avec la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)et le Secrétariat du Conseil National de Sécurité (S-CNS), un Brown Bag Lunch a été organisé sur le thème : ‘‘La menace terroriste en Côte d’Ivoire comment y faire face ?’’. Les deux invités-intervenants, Colonel Major Bassanté Aly de la Gendarmerie Nationale et Monsieur Sylvain N'Guessan de la société civile, ont respectivement répondu aux questions suivantes: (i) La Côte d'Ivoire est-elle prête à contrer l'avancée du terrorisme sur son territoire ? et (ii) Quel rôle pour la société civile dans la lutte contre la menace terroriste en Côte d’Ivoire ?. Cette thématique est d'actualité d'autant plus que le pays a subi des attaques à la frontière avec le Burkina Faso.
Pour le Colonel major, « en dépit de la persistance et de l’acuité de la menace terroriste au niveau régional et national, des dispositions efficaces sont mises en œuvre en Côte d’Ivoire à travers un important maillage sécuritaire territorial et des dispositions spécifiques dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre le terrorisme ». Il a aussi expliqué que l’Etat a adopté des mesures qui sont en train d’être revisitées pour être mieux adaptées à la menace. Quant au second intervenant, il a identifié les rôles suivants ci-après pour la société civile : sensibilisation, veille, lobbyiste, alerte et collaboration.
Ces exposés ont suscité des discussions autour des points clés suivants : (i) le sentiment de sécurité de la population, (ii) la cohabitation et la cohésion entre populations, notamment entre agriculteurs et éleveurs dans le nord du pays, (iii) les raisons de la radicalisation en Côte d’Ivoire, (iv) le manque et l’insuffisance d’infrastructures, particulièrement sécuritaires, dans les zones reculées, (v) les causes de l’expansion du terrorisme, (vi) l’incorporation de certains groupes civils dans les réponses opérationnelles militaires, (vii) la collaboration des chercheurs, (viii) le renseignement communautaire, pour une réponse plus efficace aux problèmes de sécurité, (ix) la stigmatisation des peuls, (x) le rôle de la presse dans la communication anti-terrorisme. A la fin des exposés, des recommandations pour lutter contre cette nouvelle menace ont été formulées à l'endroit de l'Etat, des Forces de Défense et de Sécurité, de la société civile, aux partenaires au développement. En somme, ces activités à l'instar des formations organisées à l'endroit des forces de sécurité, contribue à la réflexion globale sur la stratégie de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

-

**Résultat 2:**Les populations vivent dans un environnement sécuritaire et social apaisé où la confiance aux FDS est rétablie, les ALPC détenues illicitement sont sécurisées, les ex-combattants sont réintégrés et les droits humains sont connus

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:on track

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

Dans l’optique de renforcer la cohésion sociale dans les localités qui ont enregistré des violences intercommunautaires à la suite de l’élection présidentielle du 31 octobre 2020, trois dialogues intercommunautaires ont été organisés à Toumodi, Lolobo, et Ayaousran. Ces activités ont permis aux populations d'échanger sur les divergences qui ont conduit à des affrontements intercommunautaires. A la suite de ces activités, les comités de suivi des recommandations issues de ces dialogues ont pris l'engagement d'œuvrer pour la paix et la cohésion sociale. Par ailleurs, dans un souci d'appropriation par les autorités locales et les communautés de cet outil, 2000 exemplaires du manuel pour la conduite du dialogue intercommunautaire ont été édités et distribués à l'ensemble des régions du pays à la suite de sa validation au cours d'un atelier qui a réuni des représentants du Ministère en charge de la cohésion sociale, des autorités locales, des leaders communautaires.
Egalement, les Cellules Civilo-Militaires ont partagé leurs expériences lors d'un atelier organisé à Yamoussoukro en collaboration avec le S-CNS. Cet atelier a permis de faire le point des activités des CCM depuis leur institutionnalisation et l'appui financier accordé par l'Etat. En effet, cet appui a permis aux CCM d'initier des activités de sensibilisation dans leur département ainsi que des réunions régulières entre les forces de sécurité, les autorités locales et les civils sur les défis liés à la sécurité au niveau local.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Le dialogue intercommunautaire est un outil essentiel au renforcement de la cohésion sociale en ce sens qu'il donne l'opportunité à chaque composante de la population, y compris les femmes et les jeunes, d'échanger sur les problèmes qui leur sont spécifiques et affectant par la même occasion la cohésion sociale.

**Résultat 3:**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:-

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

-

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

-

**Résultat 4:**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:-

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

-

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

-

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)*En prélude à la réception définitive de certains projets et le suivi continu des projets en cours, l’équipe projet a organisé des missions de suivi dans les localités de mise en œuvre des projets. Ces missions se sont déroulées dans les localités de : Lakota, Guiglo, Séguéla, Boundiali, Agboville et Divo et Korhogo. Ce fut l’occasion pour la Représentante Résidente de procéder à la remise officielle du foyer des jeunes, le château d’eau, le Centre de Secours d’Urgence de Boundiali et des tracteurs aux bénéficiaires le 6 janvier 2021. Ces missions de suivi ont permis d’apporter les mesures correctives dans la réalisation des infrastructures mais surtout d’emmener les communautés à s’approprier les projets afin de garantir leur pérennisation*  | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence? OuiLe projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires? Non |
| **Evaluation:** Est-ce qu'un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport?- | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): 50000Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l'évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)*:  'Le processus de sélection des consultants est finalisé. Un consultant international a été recruté, appuyé d'un consultant national. L'évaluation finale est en phase de démarrage.   |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donnateur: Montant ($):    |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) |  -  |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

$ -

1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

 -

1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

☐ Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

☐ Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

☐ Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

☐ Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

☐ Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

[ ]  Autres (veuillez préciser):  -

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

 -

**Partie IV : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de donnée** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d'indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l'indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1**Les institutions nationales en charge du Post DDR, du désarmement communautaire et de la RSS mettent en œuvre des actions conjointes pour une gouvernance plus cohérente et efficiente garantissant la sécurité des populations avec une participation renforcée des organisations de la société civile | Indicateur 1.1Baisse de l’indice de sécurité | Niveau de reference : 1.2 | 1 |  - 2018: 1 - 2019: 1 - 2020: 1  | Sentiment de sécurité dans le transport publique =61,69Sentiment de sécurité dans le lieu de travail = 78,97 (chiffre clé:1.1) |  |
| Indicateur 1.2Amélioration de la perception des populations sur l’amélioration de la sécurité | 64,2% (femmes) et 62.6% (hommes) | 70% |  - 2018: 65 - 2019: 70 - 2020: 70  | La Perception des populations sur l’amélioration de la sécurité est de 84,04 (chiffre clé:84.04) |  |
| Indicateur 1.3  |   |   |   |   |   |
| Produit 1.1Les capacités de pilotage et de coordination des institutions en charge du Post DDR, du désarmement communautaire et de la RSS sont renforcées pour prévenir la violence armée et accompagner les réformes du secteur de la sécurité | Indicateur 1.1.1Pourcentage des rencontres mandataires sont tenues  | 0% | 90% |  - 2018: 75 - 2019: 90  | Le S-CNS tient régulièrement des rencontres trimestrielles avec les 5 institutions nationales engagées dans le processus RSS notamment la CCSR, l'OSCN, la ComNat-ALPC, la CNDH-CI) (chiffre clé:100) |  |
| Indicateur 1.1.2Taux de mise en œuvre des nouvelles décisions/ recommandations du cadre de Coordination des institutions en charge du Post DDR, du désarmement communautaire et de la RSS | 0% | Au moins 75 |  - 2018: 70 - 2019: 75 - 2020: 75  | La CNDH-CI et la ComNat-ALPC collaborent étroitement avec le S-CNS dans la mise en oeuvre des réformes qui relèvent directement d'elles (chiffre clé:90) |  |
| Indicateur 1.1.3  |   |   |   |   |   |
| Produit 1.2 Les populations en particulier les femmes connaissent leurs droits fondamentaux et les mécanismes de saisine des institutions des droits humains | Indicateur 1.2.1Pourcentage de nouvelles personnes sensibilisées désagrégées par sexe qui connaissent leurs droits fondamentaux  | 0% | 70% |  - 2018: 50 - 2019: 70 - 2020: 70  | 60% des communautés des zones ciblées800 acteurs de la société civile et de FDS dont 35% de femme ont eu leurs capacités renforcées sur les droit de l'homme à Bouaké et Douékoué et le processus suit son cours dans 29 autres regions de la Côte d'Ivoire avec la CNDHCI et le S-CNS (chiffre clé:60) |  |
| Indicateur 1.2.2Nombre de nouvelles requêtes de saisine formulées par les requérants à la CNDHCI  | 0 | Au moins 20 |  - 2018: 10 - 2019: 20 - 2020: 20  | 15 requêtes en cours de traitementEn raison de la réforme de la CNDH-CI survenue au cours du semestre, les activités de formation des membres n'a pu avoir lieu. Ces activités de renforcement de capacités ont été replanifiées pour le deuxième semestre (chiffre clé:15) |  |
| Indicateur 1.2.3  |   |   |   |   |   |
| **Résultat 2**Les populations vivent dans un environnement sécuritaire et social apaisé où la confiance aux FDS est rétablie, les ALPC détenues illicitement sont sécurisées, les ex-combattants sont réintégrés et les droits humains sont connus  | Indicateur 2.1Nombre de revendications corporatistes des réintégrésNiveau de référence  | 8 revendications en 2016-2017 | 2 |  - 2018: 3 - 2019: 2  | Aucune revendication corporatrice n'a été enregistrée depuis celles de janvier 2017 (chiffre clé:0) |  |
| Indicateur 2.2Niveau de confiance des populations aux FDS (pourcentage) | 53% | 60% |  - 2018: 55 - 2019: 60  | Le Niveau de confiance des populations aux FDS est de 72, 3% (chiffre clé:72.3) |  |
| Indicateur 2.3  |   |   |   |   |   |
| Produit 2.1Le dialogue entre les communautés y compris les femmes et les jeunes, et les forces de défense et de sécurité est renforcé à travers les dialogues socio-sécuritaires. | Indicateur 2.1.1Nombre de Comités Civilo-Militaires (CCM) mis en place et opérationnels | 23 | 15 nouveaux CCM, soit 39 CCM dont 15% de femmes membres des CCM |  - 2018: 5 - 2019: 5 - 2020: 15  | 10 dialogues socio-sécuritaires réunissant 800 FDS et leaders communautaires ont été organisés à Aboisso, Boundiali, Bondoukou, Abengourou, Dimbokro, Daoukro, Adzopé, Odiénné, Man et Bouaflé. (chiffre clé:10) |  |
| Indicateur 2.1.2Nombre d’activités de réponses menées par les CCM après les diagnostics socio-sécuritaires | 0 | Au moins une activité de réponse est menée par chaque CCM (36 activités de réponses au total) |  - 2018: 20 - 2019: 36 - 2020: 36  | 5 actions de réponses (chiffre clé:5) |  |
| Indicateur 2.1.3Nombre de diagnostic socio sécuritaire réalisés | 0 | 12 |  - 2018: 5 - 2019: 12 - 2020: 12  | 5 DLS réalisés (chiffre clé:5) |  |
| Produit 2.2Les ex-combattants démobilisés et les communautés d’accueil/installation y compris les déposants volontaires d’ALPC bénéficient de projets de réintégration socio-économique | Indicateur 2.2.1Proportion de collègues de travail attestant avoir une bonne collaboration avec les ex combattants réinsérés dans l’administration  | 0% | 75% |  - 2018: 50 - 2019: 75 - 2020: 75  | Une étude en cours (chiffre clé:0) |  |
| Indicateur 2.2.2Nombre des nouvelles d’ALPC collectées | 0 | 1000 |  - 2018: 400 - 2019: 1000 - 2020: 1000  | 130 armes , 210 minutions et 2 grenades supplémentaires collectées au cours de cette période (chiffre clé:1044) |  |
| Indicateur 2.2.3Nombre de nouvelles infrastructures socio-économique de base réhabilitées au profit des communautés des localités abritant les CSU | 0 | 1 |  - 2020: 1  | 6 infrastructures communautaires ont été réhabilitées à Boundiali, Séguéla, Guiglo, Divo et Agboville (chiffre clé:6) |  |
| Produit 2.3 Les communautés vivent en harmonies et règlent pacifiquement les conflits communautaires | Indicateur 2.3.1Nombre de dialogues intercommunautaire réalisés | 23 | 38 |  - 2018: 28 - 2019: 38 - 2020: 3815 - 2021: 38  | Au total 36 DIC (chiffre clé:36) |  |
| Indicateur 2.3.2Nombres projets à impact rapide réalisés | 10 | 20 |  - 2018: 5 - 2019: 15 - 2020: 15  | 5Nouveaux QIPS ont été réalisés à Fresco, Lakota, Boundiali, Dabakala et Katiola (chiffre clé:11) |  |
| Indicateur 2.3.3Nombre de comité de suivi des dialogues intercommunautaires dont les capacités ont été renforcées | 0 | 25 |  - 2020: 25  | Les comités de suivi ont été renforcés lors des dialogues inter-communautaires (chiffre clé:7) |  |